

ternational pourrait commencer dès aujourd'hui à les former. Il n'y a pas de manuels de classe, en Pologne, ni dans plusieurs autres pays occupés. Il a été suggéré qu'une organisation internationale publie des manuels au Canada, où le papier est abondant, et se tienne prête à les fournir aux pays occupés dès la fin de la guerre, pour leur aider à remettre sur pied leurs systèmes d'instruction publique.

M. JEAN: Dans le programme de \$44,000,000 dont vous avez parlé, quelle part est réservée aux écoles techniques?

M. CRUTCHFIELD: Je relis. Les provinces ont chacune demandé certains montants. La Commission catholique du Québec a demandé \$3,000,000 pour les écoles techniques; au Nouveau-Brunswick, un endroit a demandé \$200,000; l'Ontario a un programme général de construction de \$10,000,000 et je crois que cela comprend les écoles techniques; la Saskatchewan demande \$3,000,000 pour améliorer le matériel des écoles rurales. La province de Québec est la seule, je crois, à demander particulièrement des écoles techniques et professionnelles, \$3,000,000.

Dans l'autre partie du rapport, il est demandé \$15,000,000 pour les collèges donnant les cours d'immatriculation et pour les écoles techniques supérieures.

M. McDONALD: C'est-à-dire les autres provinces?

M. CRUTCHFIELD: Toutes les provinces.

M. McDONALD: Moins le Québec?

M. CRUTCHFIELD: Toutes, y compris le Québec.

M. JEAN: Cela comprend les écoles techniques et les écoles d'agriculture, n'est-ce pas?

M. CRUTCHFIELD: Oui, à ce que je comprends.

Mme NIELSEN: Je remarque aussi que, dans votre rapport, vous notez une différence de normes éducatives entre les écoles des diverses provinces. Par exemple, un de mes enfants a passé de la Saskatchewan au Manitoba et a dû perdre une année. Il me semble que la population canadienne souffre trop de ce que chacun connaît seulement sa propre province et n'en sait pas assez sur l'ensemble du pays. Vous proposez-vous de faire un usage beaucoup plus grand du film, dans la pédagogie, particulièrement pour ce qui touche à la géographie et aux matières de ce genre, et ne pensez-vous pas qu'il serait possible, par exemple, d'envoyer des collégiens du Québec passer leurs vacances, en groupes organisés, par exemple pour suivre des cours d'été, dans la Colombie-Britannique; et des enfants des provinces Maritimes en Saskatchewan, par exemple? Est-ce qu'il ne devrait pas être fait davantage pour permettre à nos enfants de connaître de leur pays autre chose que leur province propre? Avez-vous des plans ou des idées à ce sujet?

M. WILLOUGHBY: Notre rapport, qui est la base de notre mémoire, fait des recommandations en ce sens. Nous avons étudié cette question et avons suggéré qu'en vue de l'unité nationale, et pour faire connaître tout leur pays à ces enfants, il soit échangé des étudiants entre provinces—mettons par des excursions.

Mme NIELSEN: Et qu'il soit échangé des instituteurs aussi?

M. WILLOUGHBY: Oui, des instituteurs; c'est important. Une chose qui aiderait beaucoup et que notre rapport recommande, et dont, évidemment, nous avons parlé aux provinces, c'est que celles-ci établissent un certificat national; autrement dit, qu'elles rendent valides des certificats qui soient bons dans n'importe quelle province et qu'elles encouragent l'échange d'instituteurs et de professeurs en vue d'aider ces provinces.

M. CASTLEDEN: Est-ce que vous recommanderiez l'institution d'un ministère fédéral chargé d'améliorer les moyens d'instruction publique en se plaçant au point de vue national? Recommanderiez-vous qu'il soit formé un ministère fédéral de l'instruction publique, après les modifications nécessaires à l'A.A.B.N.?